

Brochure n° 3060

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1930. – MÉTIERS DE LA TRANSFORMATION DES GRAINS**

---

AVENANT N° 5 DU 6 MARS 2018  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MENSUELLES MINIMUM (REMM)  
À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> MARS 2018

NOR : ASET1850597M

IDCC : 1930

Entre :

ANMF ;

SRF ;

CFSI ;

SNIA,

D'une part, et

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FGA CFDT ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux se sont réunis entre janvier et mars 2018 dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires minima.

Après divers échanges, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord dans les termes qui suivent.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'avenant et intégration de son contenu  
dans la convention collective*

Le présent avenant a pour objet de revaloriser les minima professionnels applicables aux salariés relevant de la convention collective des métiers de la transformation des grains (IDCC 1930) fixés dans l'annexe II relative aux salaires minima.

## Article 2

### *Modification du point IV de l'annexe II « Salaires » : rémunération mensuelle minimum (REMM), niveaux I à IX*

À partir du 1<sup>er</sup> mars 2018, les montants bruts de la rémunération mensuelle minimum garantie aux salariés en contrepartie d'une durée de travail effectif de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires) sont fixés comme suit :

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRES MINIMA à partir du 1 <sup>er</sup> mars 2018
Niveau I		1 516,00 €
Niveau II		1 593,00 €
Niveau III		1 673,00 €
Niveau IV		1 763,00 €
Niveau V		1 996,00 €
Niveau VI	1 <sup>(1)</sup>	2 163,54 €
	2	2 333,14 €
Niveau VII		2 852,79 €
Niveau VIII		3 430,78 €
Niveau IX		4 295,09 €
(1) Le salarié atteint automatiquement l'échelon 2 après 8 mois de présence continue sur le poste.		

Dans le cadre d'un forfait annuel en jours convenu avec un salarié cadre (classé *a minima* au niveau VI), le salaire minimum de son niveau détermine la REMM brute minimale devant être versée à un salarié occupé sur la base annuelle de 218 jours.

Lorsque la durée de travail dont relève le salarié est différente de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires), il y a lieu de calculer les minima applicables au prorata de la durée de travail de l'intéressé indépendamment des majorations légales éventuellement dues.

## Article 3

### *Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés*

Compte tenu de l'objet du présent avenant, le texte ne contient pas de disposition spécifique applicable aux entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 4

### *Date d'application*

Les partenaires sociaux souhaitent que les entreprises puissent bénéficier de la nouvelle grille de salaires minima par niveau au plus tôt.

En conséquence, le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2018 pour les parties signataires et s'appliquera donc à l'ensemble des entreprises adhérentes aux syndicats signataires et à leurs salariés à compter de cette date.

Le présent accord s'appliquera à l'ensemble des entreprises de la branche et à leurs salariés, le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Les partenaires sociaux demandent donc expressément aux services du ministre chargé du travail, une application de l'accord la plus rapide possible.

## **Article 5**

### *Publicité et dépôt*

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

## **Article 6**

### *Extension*

Les parties signataires sont convenues de demander, sans délai, l'extension du présent avenant, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 6 mars 2018.

(Suivent les signatures.)